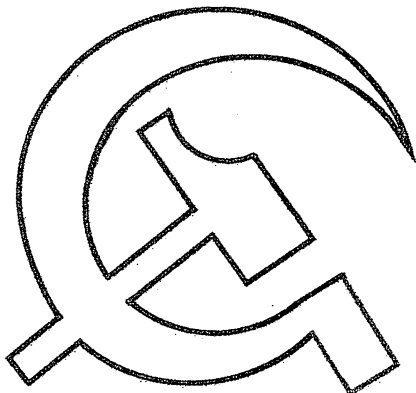




# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 10 janvier 2012

N° 379

PRIX : 0,60 euro

## SENEGAL



**ELECTION PRESIDENTIELLE SUR FOND  
DE CONTESTATION SOCIALE**

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

### Editorial

Sénégal: Election présidentielle sur fond de contestation sociale

Page 3

Mali : Toumani Touré a reculé face à la mobilisation des imams

Page 4

Montée des groupes armés islamistes dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Page 5

Côte d'Ivoire : Extraits des articles du journal le « Pouvoir Aux Travailleurs » du 8 janvier 2012

Page 8

Nigéria : La pauvreté s'aggrave, les violences interreligieuses resurgissent

Page 9

Madagascar : Menace de famine dans le Sud

### ABONNEMENT

France :

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

### ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

## SÉNÉGAL

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE SUR FOND DE CONTESTATION SOCIALE

*Le premier tour de l'élection présidentielle est prévu pour le 26 février prochain. Parmi les principaux candidats qui ont déjà officiellement annoncé leur participation, il y a l'actuel président Abdoulaye Wade (qui se présentera pour un troisième mandat consécutif alors que c'est lui-même qui a fait modifier la Constitution pour limiter à deux le nombre de mandats). Trois de ses anciens Premiers ministres (Moustapha Niasse, Idrissa Seck et Macky Sall) sont aussi candidats, de même que Ousmane Tanor Dieng, le dirigeant du Parti Socialiste devenu parti d'"opposition". C'est ce parti qui a exercé le pouvoir sans partage depuis la décolonisation du Sénégal jusqu'à la victoire de Wade en 2000.*

*Le chanteur et homme d'affaires Youssou Ndour a aussi annoncé sa candidature le 2 janvier. Il compte sur sa popularité et surtout sur son groupe de presse (chaîne de télévision, radio et journaux) pour promouvoir sa candidature.*

*D'autres candidatures viendront éventuellement s'ajouter à cette liste qui n'est pas encore définitive. Mais une chose est certaine : aucun des candidats déjà annoncés ne représente les intérêts des travailleurs et des classes populaires qui souffrent et dont les conditions d'existence ne cessent de se dégrader d'années en années.*

*Lorsque Wade était dans l'opposition, il n'avait à la bouche que le mot "sopi" (le changement en wolof). Une grande partie de la jeunesse victime du chômage, avait cru à ses promesses. Une dizaine d'années après son arrivée au pouvoir, c'est le désenchantement. Le chômage n'a fait que s'aggraver. Le niveau de vie des familles de condition modeste, principalement celles des petits salariés du privé comme du secteur public, a baissé. Ne pouvant plus payer leurs loyers avec leurs maigres salaires, les travailleurs ont été contraints d'aller habiter toujours plus loin de la ville pour trouver des logements un peu moins chers. Mais ce qu'ils ont gagné en réduction de loyer, ils l'ont perdu en renchérissement des frais de transport. Et pendant que leurs salaires sont bloqués, les prix des denrées ont augmenté. Les écoles, les hôpitaux et les transports publics se sont dégradés.*

*L'amélioration de la production de l'électricité et de l'eau qui faisait partie des promesses de Wade n'a pas été concrétisée après deux mandatures. Depuis 2010 plusieurs émeutes ont éclaté, notamment à l'initiative des jeunes des quartiers populaires pour protester contre les coupures intempestives du courant. Ces émeutes sont soutenues par les parents qui en ont marre de payer des factures d'électricité toujours plus élevées alors que dans leurs quartiers pauvres, l'électricité est presque tout le temps coupée. De plus lorsqu'il y a des délestages ce sont d'abord .../...*

les quartiers populaires qui sont coupés et cela peut parfois durer 48 heures d'affilée.

Derrière ces émeutes de la jeunesse des quartiers populaires, il y a surtout l'angoisse pour son avenir complètement bouché. Même ceux qui parmi ces jeunes ont réussi à avoir des diplômes grâce aux sacrifices de leurs parents n'ont aucun espoir de trouver un emploi, et encore moins un emploi à la hauteur de leur diplôme. Parfois leur désespoir éclate au grand jour sous forme d'émeutes occasionnées par une coupure d'électricité de trop. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. C'est la partie visible de l'iceberg. Mais la raison profonde de ces accès de colère est à rechercher dans la dégradation générale des conditions d'existence des classes populaires. Pendant ce temps, ceux qui dirigent le pays s'enrichissent à vue d'œil en volant les caisses de l'Etat. Ils mènent un grand train de vie alors que la grande majorité n'arrive pas à joindre les deux bouts.

C'est cette même colère qui s'exprime parfois par des grèves dans la fonction publique. Le personnel hospitalier et les enseignants de l'école publique sont souvent en grève pour exiger l'application des accords pourtant signés par les autorités dites "compétentes". Il s'agit souvent des accords sur leur logement, le

payement des primes ou des plans d'évolution de carrière. Mais le gouvernement est tellement méprisant envers eux qu'il ne respecte même pas ses propres engagements.

C'est ce mépris manifeste du gouvernement qui fait que de plus en plus de gens qui ont voté pour Wade lors des deux précédents scrutins se disent écœurés par lui. Ceux qui se présentent à cette future élection comme "opposants" à Wade veulent profiter de ce vent de colère et de contestation qui a culminé lors des grandes manifestations de juin 2011 contre la troisième candidature de Wade.

A supposer que Wade, âgé de 85 ans, se retire ou soit battu lors de la prochaine élection, qu'est-ce que cela changera pour les populations pauvres? Pas grand'chose en dehors du fait qu'on ne verra plus son visage chaque jour à la télévision. Pour les travailleurs, ce serait une erreur de croire que leurs salaires seront augmentés ou que les prix des loyers et des denrées vont baisser, que les hôpitaux et les écoles publiques fonctionneront mieux ou que les deniers publics ne seront plus détournés. Les seules améliorations de leurs conditions d'existence que les travailleurs peuvent espérer ne viendront que de leurs luttes collectives..

## MALI

### TOUMANI TOURÉ A REÇULÉ FACE À LA MOBILISATION DES IMAMS



Environ 50 000 manifestants se sont rassemblés au stade de Bamako le 22 août 2009 à l'appel des imams. Des talibés brandissaient des tablettes du coran pour protester contre le projet d'ATT de vouloir modifier le statut de la femme.

Amadou Toumani Touré, chef de l'Etat malien qui veut passer pour un « démocrate », a décidé en 2008 de réformer ce que l'on appelle

aujourd'hui, l'ancien « Code des personnes et de la famille », en vigueur au Mali depuis 1962 et initié par Modibo Keita. A ce propos il avait récemment déclaré à la presse, que « le Mali d'aujourd'hui doit donc accepter d'épouser son temps, même si, bien sûr, cela ne signifie pas balayer d'un revers de la main ses valeurs culturelles et traditionnelles ».

Joignant le geste à la parole, il avait fait mettre en place en janvier 2008, une Commission de réflexion de 20 membres dirigée par une femme, sur un Projet de réforme de ce Code. Il s'est agi d'apporter des réformes sur un texte volumineux comportant 1.155 articles et réparti sur 10 livres. Seuls 49 articles du texte initial ont été retouchés par les membres de cette Commission dont plus de la moitié a trait à la

situation de la femme et de la famille maliennes. En quoi consistent donc ces réformes ?

Rappelons que ce fut Modibo Kéïta, qui, en 1962, c'est-à-dire juste 2 ans après l'Indépendance du pays, avait fait écrire ce texte en guise de Constitution. Concernant le statut de la femme, en règle générale, ce sont les parents qui choisissaient la future femme de leur fils ou le futur mari de leur fille. Le mariage forcé ou la polygamie étaient la règle qui régissait la société malienne sous Modibo. Le mariage coûtait cher ; une fois mariée, la femme est considérée comme une esclave, devant se plier à toutes les exigences ou caprices de son époux. L'homme était le seul "responsable" de la famille ; il pouvait avoir plusieurs femmes s'il en avait les moyens, et répudier comme il le voulait toute épouse jugée indigne de lui. Il avait le droit de punir, c'est-à-dire de battre celles qui lui désobéissaient.

Avec le coup d'Etat de Moussa Traoré en 1968, la situation de la femme n'a presque pas changé. Ce n'est qu'en 1998, sous la présidence d'Alpha Konaré, le « ministère de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille » a tenté de « conduire un vaste chantier de réforme du Droit de la Famille en impliquant toutes les sensibilités nationales ». Mais cela n'a pas donné grand'chose, et l'ancien Code de Modibo Keïta est resté en vigueur.

ATT alors a décidé de changer cette situation « archaïque » selon lui. En voici quelques exemples : dans l'ancien Code (de Modibo), un terme qui spécifie que la femme a le « devoir d'obéissance à l'égard de son époux » a

été remplacé par le « Respect mutuel que se doivent les époux » dans le nouveau Code, version ATT ; de même « la puissance paternelle » est devenue « autorité parentale » ; dans l'ancien Code, on peut marier une fille dès l'âge de 13 ans ou 14 ans. La Commission ATT a porté cet âge à 18 ans. A propos du couple, dans l'ancien Code, l'homme seul peut répudier sa femme. Dans la version corrigée, la femme a le droit de demander le divorce, etc. Ce sont ces réformes-là que n'ont pas du tout apprécié les dignitaires réactionnaires religieux.

C'est ce texte retouché, appelé « Nouveau Code des Personnes et de la Famille » que les députés maliens ont adopté le 3 août 2008. Mal leur en prit. A sa publication, les représentants du Haut conseil islamique (HCI) avaient vivement protesté en qualifiant le nouveau texte de « satanique » ; ils ont appelé à un meeting de protestation auquel des dizaines de milliers de personnes étaient venues écouter leur discours. Devant cette réaction hostile des Imams, ATT avait ravalé son projet de réforme du Code ; le texte, revu et corrigé, a été vidé de tout son contenu favorable aux femmes.

Mais les nombreuses organisations féminines, dont l'importante Fédération nationale des collectifs d'organisations féminines du Mali, n'ont pas dit leur dernier mot. Elles se disent prêtes à entrer en action pour conquérir leurs droits.

Elles ont mille fois raison et devraient avoir le soutien de tous ceux qui luttent pour les droits humains.

## **MONTÉE DES GROUPES ARMÉS ISLAMISTES DANS LES PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Récemment une délégation de l'armée algérienne a rencontré celle du Mali pour discuter sur la lutte contre l'insécurité et le terrorisme. Dans ces deux pays Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) mène des actions terroristes. Les dirigeants de ces deux pays veulent coordonner leurs moyens militaires pour lutter contre les actions de plus en plus fréquentes. En effet fin novembre, trois ressortissants européens ont été enlevés à Tombouctou. Parmi eux un Allemand a tenté de

résister, les ravisseurs l'ont tué d'une balle dans la tête. Peu de temps avant, deux Français avaient subi le même au Mali. Il y a un an, deux autres jeunes français ont été enlevés au Niger par des éléments d'Aqmi. Durant la course-poursuite avec les armées nigériennes et françaises les deux otages ont été tués par ces derniers. Tous ces rapt sont revendiqués par Aqmi et ce dernier annonce qu'ultérieurement il exigera des rançons pour leur libération. Il

s'avère que les rapt commandités par Aqmi sont effectués par des Touaregs.

Cette situation fait régner l'insécurité dans le nord du Mali à tel point que le nord de Mopti est considéré comme dangereuse. Cela met un coup d'arrêt aux visites touristiques dans



Prolifération d'armes de guerre dans le sud du Sahara après le conflit libyen

cette région appréciée pour ses sites. Le budget de l'Etat malien est frappé de ce fait. La même situation règne aussi dans les pays comme la Mauritanie et le Niger. Tout cela inquiète ces pays. D'autant plus que la chute du régime de Kadhafi a provoqué le retour des travailleurs immigrés africains vivant en Libye, et aussi des mercenaires. En plus des conséquences économiques il y a la prolifération et la circulation d'armes provenant du démantèlement de l'armée libyenne. Tous les groupes terroristes en Afrique de l'ouest ont bénéficié des ces armes.

Le chef d'Aqmi demeurerait toujours en Algérie, et les forces de sécurité algériennes n'ont pas réussi à combattre les quelques centaines de djihadistes de ce pays. C'est à partir de ses bases d'Algérie qu'Aqmi essaient dans le Sahel s'est installé dans le Sahel et s'est spécialisé dans les enlèvements.

Pour endiguer ces groupes armés les dirigeants des pays concernés se concertent et tentent de coordonner leur lutte. D'autre part les dirigeants de dix pays du pourtour méditerranéen se concertent aussi sur cette question, surtout depuis la chute de Kadhafi. Du côté européen il y a la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et Malte. Du côté du Maghreb ce sont l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et la Libye. Les pays du Maghreb sont préoccupés par la menace d'Aqmi et par le trafic d'armes; ceux de l'Europe voudraient combattre l'immigration clandestine en associant les premiers.

Les dirigeants de l'Aqmi peuvent paraître comme des forces qui s'opposent aux régimes des Etats de l'Afrique du nord et de l'ouest. Il est vrai que cela risque de perturber le sommeil des dictateurs qui voudraient dormir tranquille, plus ou moins protégés par leurs armées. Malheureusement ce ne sont pas les dictateurs qui sont les premières victimes des ces groupes armés fanatiques. Ce sont d'abord les populations pauvres qui subissent les conséquences de cette situation d'insécurité grandissante. Au Nigéria par exemple, plusieurs centaines d'innocents ont déjà péri dans des attentats revendiqués par des groupes islamistes.

---

*Nous reproduisons ci-dessous des extraits du journal  
«Le Pouvoir Aux Travailleurs » du 8 janvier 2012 édité en Côte d'Ivoire*

## **AFFRONTEMENT INTERETHNIQUE PROVOQUÉ PAR LES AGISSEMENTS DES FRCI**

Seulement deux semaines après les événements meurtriers de Vavoua dans lesquels les FRCI étaient impliqués, d'autres éléments de cette force ont commis les mêmes crimes, cette fois-ci, dans le département de Sikensi.

Ce 24 décembre, un jeune originaire de la ville s'est rendu dans un maquis pour prendre un

verre. Il a rencontré une ancienne connaissance qui est serveuse. Dans la joie des retrouvailles, la serveuse s'est assise sur ses jambes. Cette position va rendre jaloux un élément FRCI.

Il casse alors une bouteille sur le crâne du jeune et le poignarde à plusieurs reprises dans ses côtes et au ventre. Le blessé reçoit les premiers soins dans une clinique de la place avant d'être transporté chez sa famille. Quelques heures plus tard, il s'évanouit et est ramené dans

la même clinique, puis aux urgences du CHU de Yopougon. Suite à cet évanouissement, une rumeur va parcourir la ville, annonçant la mort du jeune homme. Et comme déjà la population en avait assez des agissements de ces derniers, qui tuent, rackettent ou occupent des maisons des gens sans vergogne, ce fut la goutte d'eau de trop.

Le jour de Noël, une marche spontanée est organisée par les jeunes pour dire « trop c'est trop, FRCI hors de Sikensi ! » ; « On ne veut plus FRCI chez nous ! ». Cette marche a commencé devant le maquis où le jeune homme a été blessé. Quelques Frci ont accepté d'encadrer la marche. Après plus d'un km, lorsque la foule nombreuse a atteint le niveau de la petite gare routière, d'autres Frci sont sortis de nulle part et ont ouvert le feu. Il y a eu une trentaine de blessés graves par balles. Les manifestants ont été poursuivis jusqu'à l'intérieur des quartiers. Dans cette débandade, des jeunes d'origine Dioula semblerait-il, sont venus en renfort aux Frci et se sont attaqués aux biens en pillant et brûlant maquis, magasins et domiciles supposés appartenir à des membres de la communauté Abidji.

La colère est montée d'un cran dans le camp des jeunes Abidji. Ce fut finalement un affrontement intercommunautaire entre les deux groupes ethniques qui aurait fait sept morts dont trois Frci. Neuf jours plus tard, un autre jeune est décédé de ses blessures parce que ses parents le soignaient à l'indignat par manque de moyens.

Suite à ces événements, les autorités sont allées faire leur ballet habituel pour calmer les choses. Il y règne un calme précaire. Mais la colère n'a pas encore baissé. Les quatre grands quartiers ont subitement créé leur marché pour abandonner le marché principal. Les différentes communautés poursuivent les rencontres pour ramener la paix et que celle-ci puisse être durable.

## **LUMINAIRES ET FEUX D'ARTIFICES D'UN CÔTÉ; MISÈRE ET DÉSOLATION DE L'AUTRE**

Cette année, à l'approche des fêtes de fin d'année, certaines artères de la commune du Plateau ont été parées de luminaires avec à

l'appui deux feux d'artifice les nuits du 30 et 31 décembre 2011.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette opération est un franc succès pour le pouvoir en place. Des foules se sont déplacées et continuent encore de le faire pour aller voir les luminaires du Plateau. Le jour du réveillon de la saint Sylvestre, une foule compacte s'est amassée depuis la place de la République jusqu'à la cathédrale Saint Paul et même au-delà. Cette foule a afflué de tous les quartiers d'Abidjan par voitures, motos et même à pied. Elle était surtout composée de femmes de tout âge avec souvent des enfants et des jeunes.

Les jeux de lumière et les feux d'artifice ont offert aux populations moments d'évasion et de rêverie féerique en cette fin d'année. Les mères de familles qui ont dépensé des économies durement acquises pour aller voir le spectacle que les décorations constituent. Mais elles reviennent vite à la réalité quand l'heure de rentrer chez soi a sonné.

Car dans les quartiers d'où elles viennent, les rues ne sont pas pavées ; il n'y a pas d'égouts ; les services de ramassage d'ordures n'y vont presque plus ; l'électricité y est rare de même que l'eau potable. Les enfants sont parqués dans des salles de classes surchargées, les hôpitaux sont dépourvus de médecins et de médicaments et le chômage fait ravage. Les loyers, le transport, le prix du riz, de la viande, de l'huile, du sucre et de bien d'autres denrées de consommation se sont emballés et ne cessent de grimper. Les salaires, eux sont figés depuis des lustres.

### **ZONE INDUSTRIELLE DE VRIDI :**

## **CALVAIRE DES TRAVAILLEURS DANS LES TRANSPORTS EN COMMUN**

Pour les dockers du port, les ouvriers de la zone industrielle de Vridi et les petits employés de bureau, se rendre au travail ou en revenir relève d'un véritable parcours du combattant tant les transports en commun sont rares. Par exemple, pour un travailleur habitant Abobo et qui doit commencer son boulot à 7h30, il doit se réveiller au plus tard à 5h du matin. S'il



Gbaka à l'arrêt : bousculade pour y monter

se réveille à 6h, c'est le retard assuré, sauf miracle. Car à partir de 6h30, il est très difficile d'avoir un véhicule. Le soir, s'il descend à 17h, il ne rentrera pas chez lui avant 20h.

La Sotra, l'unique entreprise étatique des transports publics, défaille déjà depuis plusieurs années, l'est encore plus aujourd'hui. Il est très fréquent aujourd'hui, même aux heures de pointe, d'attendre le bus plus d'une heure. Conséquence, le bus qui s'aventure à l'arrêt est pris d'assaut par la masse de passagers et est bondé à craquer. Il faut se battre pour monter, car si on le rate, il va falloir encore attendre une autre heure avec un peu de chance. Tout le monde est en sueur, tellement il y fait chaud pendant le trajet, des voleurs profitent des bousculades pour délester des gens de leur porte-monnaie ou de leur téléphone portable. Les quelques bus dont les autorités nous ont annoncé l'arrivée en grande pompe à la télé, à la radio, dans les journaux, représente une goutte d'eau dans la mer. L'arrivée de ces véhicules a peu d'incidence sur la situation, tellement les besoins sont énormes.

Le taxi compteur est inaccessible pour des petites gens. D'Adjamé à Vridi, il faut déboursier la somme de 2000 F ou 2500 F. C'est le salaire d'une journée de travail d'un manoeuvre au Port. Il arrive que des gens s'associent à quatre pour prendre le taxi. Mais même là, il faut déboursier au moins 500 F. Ce qui n'est pas à la portée de tous.

Quelques Gbakas, pour pallier le manque de bus s'aventurent sur cette voie. Mais c'est au risque de se faire racketter ou encore de se faire confisquer les pièces du véhicule car cette voie

leur est interdite par les autorités pour préserver le monopole de l'entreprise d'Etat, la Sotra. Néanmoins, ils y vont quand même. Avec le tarif de 300F, supérieur de 100 F au tarif du bus (200 F), on préfère le Gbaka car on voyage assis. Il y a moins de sueur, moins de fatigue, moins de risque de vol... Mais là aussi, il y a des problèmes. Le premier problème c'est qu'aux heures de pointe, avec la grande affluence des passagers, ces transporteurs font de la surenchère. Normalement le trajet, c'est d'Adjamé à Vridi-Iran. Mais à ces heures plus aucun Gbaka ne fait le trajet au complet. La plupart s'arrête au port de pêche, d'autres vont un peu plus loin, c'est-à-dire après le pont de Vridi. Pour avoir un Gbaka qui fait le trajet au complet, il faut attendre les environs de 10 heures quand l'affluence se sera estompée. Le soir, c'est la même chose.

Le Gbaka n'a pas de terminus fixe. S'il parvient à faire le plein au niveau du Grand Moulin, il fait demi-tour. Si c'est au port de pêche qu'il fait le plein, c'est demi-tour. Donc ceux qui sont plus loin doivent attendre que les Gbakas fassent le ramassage des passagers en amont avant d'espérer en avoir. Et comme les bus sont rares, ou bien quand il y en a, ils sont déjà pleins à craquer, il faut attendre jusqu'à 20 heures pour avoir un Gbaka pour un travailleur qui se trouve par exemple après le pont de Vridi. S'il veut partir avant, il lui faut marcher pendant 30 mn jusqu'au port de pêche. Même là il n'est pas sûr d'en avoir. Certains choisissent d'attendre. Les plus impatients continuent la marche jusqu'à la gare de Bassam où il est un peu plus facile d'avoir un véhicule, même si ce n'est pas évident. Le deuxième problème, c'est que les forces de l'ordre s'adonnent à la traque des Gbakas sur ce tronçon qui leur est interdit. Mais pour ces hommes en treillis, il s'agit plus d'une occasion pour racketter que de faire appliquer le règlement. L'un dans l'autre, ils rendent la situation des travailleurs encore plus difficile. Quand ils sont là, c'est la catastrophe. Les Gbakas ne veulent plus prendre cette voie. Déjà lorsqu'il y a des Gbakas, c'est difficile. Imaginez maintenant sans les Gbakas.

## **CNPS : LA LUTTE DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL A PAYÉ**

Le 27 décembre, les accidentés de travail ont fait une descente en force à la direction de la



CNPS au Plateau. Ils réclamaient le versement de leurs indemnités.

En effet, cela faisait plusieurs mois que ces travailleurs accidentés attendaient leur argent. Mais à chaque fin de mois, la CNPS leur demandait de patienter. Elle les faisait tourner en rond jusqu'à ce que ce jour là, ils crient leur colère. Fatigués de fausses promesses faites par la CNPS, ils se sont passé le mot pour se retrouver à la direction, au Plateau. Ils sont venus de toutes les sous-directions d'Abidjan.

Arrivés aux environs de 10 heures, ils ont demandé aux vigiles de fermer les grilles et la porte d'entrée. Ainsi, personne ne pouvait ni sortir ni entrer. Une fois l'entrée occupée, ils ont commencé à manifester avec des pancartes sur lesquelles ils avaient écrit : « CNPS, les accidentés ont faim » ; « CNPS, trop c'est trop on veut notre argent » ; « CNPS caisse de

prévoyance ou d'appauvrissement !? »

Au début, la direction a voulu faire diversion en leur demandant de retourner à leur base, que la paie avait commencé à être versée. Mais aussitôt les travailleurs appelaient leurs collègues restés sur place. C'était un mensonge, et la colère montait chez les travailleurs.

Jusqu'à 14 heures les employés de la direction étaient toujours cloîtrés à l'intérieur. C'est aux environs de 15 heures que la paie débuta effectivement dans les différentes bases. Et c'est à l'annonce de cette bonne nouvelle que les travailleurs ont libéré les lieux.

Cette petite victoire grâce à la mobilisation des accidentés montre bien que pour le monde du travail, seule la lutte paie !

## NIGÉRIA

### **LA PAUVRETÉ S'AGGRAVE, LES VIOLENCES INTERRELIGIEUSES RESURGISSENT**



Enterrement dans une fosse commune des victimes de la tuerie perpétrée le 7 mars 2010 dans le village de Dogo Nahawa

Des attaques, incendies et assassinats ciblés contre des chrétiens ont fait en l'espace de deux semaines plusieurs dizaines de morts au Nigeria. Ces tueries ont été nombreuses dans les Etats du Nord du pays, mais des attentats à la bombe et à l'arme automatique, ont également été perpétrés contre des églises et des temples chrétiens dans le centre du pays et aussi près d'Abuja, la capitale fédérale. Une secte islamiste

nommée Boko Haram (affiliée à Aqmi, Al-Qaïda au Maghreb islamique) implantée dans le Nord majoritairement musulman a revendiqué ces attentats qui ont commencé à la période de Noël et qui ont repris après le 4 janvier à l'expiration d'un ultimatum fixé par cette secte pour que les chrétiens quittent le Nord.

Le Nigeria est un grand pays peuplé de 160 millions d'habitants. Son sous-sol regorge de pétrole exploité depuis 1956 par plusieurs firmes multinationales telles que Shell, Exxon Mobil, Total. Les puits de pétrole sont concentrés essentiellement dans le delta du fleuve Niger, situé dans le Sud du pays. En contrepartie du pillage auquel elles se livrent, ces compagnies pétrolières concèdent quelques royalties à la dictature en place pendant que l'immense majorité de la population survit dans des conditions difficiles avec moins d'un dollar par jour. Les régions du nord, plus désertiques et dépourvues de puits de pétrole, bénéficient moins que celles du sud des retombées de la manne pétrolière qui pour l'essentiel est



accaparée par la couche privilégiée qui gravite autour du dirigeant actuel du pays Goodluck Jonathan, chrétien et originaire de la région du Delta.

Cela favorise sans doute un sentiment de frustration des notables et des couches privilégiées du Nord qui s'estiment lésées par rapport à leurs homologues du Sud. Elles revendiquent à la fois l'application de la charia islamique et la mise en place de mesures de « rééquilibrage économique », sous forme d'une nouvelle répartition des revenus. En quelque sorte ce sont les aspirations de ces classes riches que les extrémistes du Boko Haram expriment en perpétrant des attentats et des exactions contre la

minorité chrétienne résidant dans le Nord.

Les populations pauvres du Nigeria que les fondamentalistes veulent dresser les unes contre les autres n'ont aucun intérêt à les suivre dans cette voie. Qu'ils soient habillés en boubou, en tenue militaire ou en costume trois pièces, qu'ils soient musulmans, animistes ou chrétiens, les privilégiés de ce pays ont des intérêts fondamentalement opposés à ceux des classes pauvres qu'ils exploitent. Qu'ils soient originaires du Nord ou du Sud, les travailleurs ont tout intérêt à chercher les chemins de leur unité pour une vie meilleure et pour une société débarrassée du pillage des richesses du sous-sol et de l'exploitation capitaliste.

## MADAGASCAR

### **MENACE DE FAMINE DANS LE SUD**

En raison de la sécheresse qui sévit dans l'extrême sud de ce pays, 720 000 personnes sont menacées par la pénurie alimentaire voire la famine, selon le Programme alimentaire mondial.

53 communes situées dans cette région ont été classées « en difficulté alimentaire » contre 45 en 2009 et 31 en 2008. Selon la même source, en 2010, 80% des récoltes de maïs ont été décimées dans les huit districts considérés.

Le sud de Madagascar est régulièrement en proie à l'insécurité alimentaire durant la période de soudure qui s'étend d'octobre à mars. Cette année les pluies sont nettement insuffisantes dans toute l'île même si c'est à des degrés variables. Les récoltes seront en forte baisse par rapport aux années précédentes.

Afin de parer au plus urgent, le gouvernement dit avoir importé 20 000 tonnes de riz, qui est une denrée de base dans ce pays. Pour l'instant il serait stocké dans les entrepôts du port de Toamasina dans le nord-est du pays.

Toutefois les dirigeants ont fait savoir qu'il n'était pas question pour eux de distribuer cette denrée mais de la vendre, même à ceux qui n'ont pas d'argent et qui sont menacés par la famine. Le prix final, la période exacte de mise en vente ainsi que les régions considérées comme prioritaires ne sont pas précisément établis.

La quantité importée est probablement en dessous des besoins réels et il faudra en importer à nouveau dans le courant de cette année. Le nouveau directeur de la FAO a annoncé qu'en 2012 il ne faut pas s'attendre à ce que les prix des produits alimentaires baissent. Ce qui veut dire que la catastrophe alimentaire dans ce pays pauvre et dans bien d'autres dans la même situation en Afrique, se poursuivra.

Derrière la flambée des prix alimentaires, il y a les mauvaises récoltes, mais surtout des capitalistes avides qui ont choisi de spéculer sur le marché des matières premières agricoles. C'est un système dément dont il faut débarrasser l'humanité.

## SELON LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI

### **« L'AFRIQUE SERA PROBABLEMENT AFFECTÉE PAR LA CRISE »**

La nouvelle directrice générale du FMI Christine Lagarde a récemment rendu visite à quelques pays d'Afrique. Selon elle de

nombreux pays d'Afrique seront touchés par la crise mondiale actuelle, en particulier « les pays dont les salariés travaillent hors du pays (et)

renvoient moins d'argent. Les pays d'Afrique exportateurs sont moins sollicités, il en résulte en général une diminution du prix des matières premières, ainsi que les pays qui bénéficient des investissements directs étrangers. Les pays qui sont liés par des établissements bancaires qui éventuellement désinvestissent des pays africains ».

Les travailleurs ainsi que les classes pauvres d'Afrique n'ont pas attendu les prévisions de Christine Lagarde pour s'apercevoir que la crise du capitalisme n'a pas attendu l'année 2012 pour les frapper. D'une année sur l'autre le niveau de vie n'arrête pas de dégringoler.



**L'augmentation du coût de la vie réduit de plus en plus de gens dans la misère**

La crise économique et la spéculation à laquelle se livrent les détenteurs de capitaux ont fait que les prix des denrées alimentaires de base ont flambé de 40% en l'espace des trois

dernières années dans les marchés mondiaux. Cela se traduit par une situation de famine pour des millions de personnes dans le monde en particulier en Afrique.

Les grandes puissances, par l'intermédiaire du FMI, imposent depuis des dizaines d'années aux pays pauvres leurs « plans d'ajustements structurels » qui se traduisent par des coupes sombres dans les budgets des Etats avec des conséquences dramatiques en terme de réductions du nombre des emplois publics et de détérioration des services utiles à la population tels que la santé, l'éducation, les transports publics, etc.

Les dettes que les dictateurs africains ont contractées auprès des grandes banques et des institutions financières mondiales, continuent d'étrangler la plupart des pays. Elles ne sont cependant pas perdues pour tout le monde puisque les rois du béton tels que Bouygues et ses homologues ont érigé en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes, des réalisations de prestige à la gloire des dirigeants du moment dans de nombreux pays.

Alors oui les banquiers et les capitalistes font des dégâts, partout dans le monde y compris en Afrique même en « temps normal » et à plus forte raison lorsque leur système malade est en crise comme à l'heure actuelle. C'est pourquoi il est indispensable que les travailleurs de tous les pays trouvent les chemins de leur unité pour rendre coup pour coup ce qu'ils subissent et pour construire un monde meilleur.

-----

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.